

Elk besluit genomen ter uitvoering van dit artikel wordt geacht nooit gevolg te hebben gehad als het binnen zes maanden na de inwerkingtreding ervan niet bij een decreet is bekrachtigd.» ».

HOOFDSTUK 6. — *Slotbepalingen*

Art. 13. De CWaPE gaat na of de uit dit decreet voortvloeiende verplichtingen worden nageleefd.

Art. 14. Dit decreet treedt in werking op de dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 3 februari 2022.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) *Zitting 2021-2022.*

Stukken van het Waals Parlement, 797 (2021-2022) Nrs. 1 tot 9.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 2 februari 2022.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2022/20285]

3 FEVRIER 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences, des installations et activités classées ou des installations ou des activités présentant un risque pour le sol et l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions sectorielles relatives aux chantiers d'enlèvement et de décontamination de bâtiments ou d'ouvrages d'art contenant de l'amiante et aux chantiers d'encapsulation de l'amiante

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, articles 3, modifié en dernier lieu par le décret du 22 novembre 2007, et article 4, modifié en dernier lieu par le décret du 4 octobre 2018 ;

Vu le décret du 23 septembre 2021 instituant un régime particulier d'indemnisation de certains dommages causés par les inondations et pluies abondantes survenues du 14 au 16 juillet 2021 ainsi que le 24 juillet 2021 et reconnues en tant que calamité naturelle publique ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences, des installations et activités classées ou des installations ou des activités présentant un risque pour le sol ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions sectorielles relatives aux chantiers d'enlèvement et de décontamination de bâtiments ou d'ouvrages d'art contenant de l'amiante et aux chantiers d'encapsulation de l'amiante ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2021 reconnaissant comme calamité naturelle publique les inondations survenues du 14 au 16 juillet 2021 et délimitant son étendue géographique ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2021 étendant la zone géographique de la calamité naturelle publique relative aux inondations survenues du 14 au 16 juillet 2021 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2021 reconnaissant comme calamité naturelle publique les inondations du 24 juillet 2021 et délimitant son étendue géographique ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 octobre 2021 portant exécution du décret du 23 septembre 2021 instituant un régime particulier d'indemnisation de certains dommages causés par les inondations et pluies abondantes survenues du 14 au 16 juillet 2021 ainsi que le 24 juillet 2021 et reconnues en tant que calamité naturelle publique ;

Vu le rapport du 14 janvier 2022 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'État le 25 novembre 2021, en application de l'article 84, § 1, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que, en raison des inondations survenues en Région wallonne en juillet 2021, de nombreux chantiers de désamiantage de bâtiments ou d'ouvrages d'art doivent être mis en œuvre, pour des raisons de salubrité publique, dans les communes sinistrées ;

Considérant que, dans l'état actuel de la réglementation, une partie importante de ces chantiers sont en classe 2 et, par conséquent, soumis à permis d'environnement en application de la rubrique 26.65.03.04.02 de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences, des installations et activités classées ou des installations ou des activités présentant un risque pour le sol ;

Considérant que, compte tenu de l'urgence à entreprendre les travaux de désamiantage, il s'impose de permettre, à titre temporaire, pendant une période de 2 ans à dater de la publication au *Moniteur belge* du présent arrêté, que l'autorisation de mettre en œuvre les chantiers de désamiantage nécessaires soit délivrée au terme d'une procédure souple et rapide ; que, pour atteindre cet objectif, il y a lieu de modifier l'arrêté du 4 juillet 2002 susvisé afin que les chantiers en question soient rangés en classe 3 pour être soumis à déclaration ;

Considérant que le champ d'application de cette modification est strictement limité aux chantiers répondant aux deux conditions suivantes :

1° être située dans une commune visée soit par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2021 reconnaissant comme calamité naturelle publique les inondations survenues du 14 juillet au 16 juillet 2021 et délimitant son étendue géographique, telle qu'étendue par l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2021, soit par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2021 reconnaissant comme calamité naturelle publique les inondations du 24 juillet 2021 et délimitant son étendue géographique ;

2° disposer d'une attestation du bourgmestre, ou de son délégué, de la commune d'exploitation du chantier certifiant que celui-ci est rendu nécessaire par les inondations visées au 1° ;

Considérant que le respect du principe de standstill implique que la modification temporaire décrite ci-dessus ne puisse avoir pour conséquence d'entraîner un accroissement des dangers et nuisances pour l'environnement ; qu'il est dès lors impératif que les chantiers qui pendant une période de 2 ans à dater de la publication au *Moniteur belge* du présent arrêté, seront soumis à déclaration au lieu de permis d'environnement soient encadrés par les mêmes conditions réglementaires que les chantiers de classe 2 ; que, pour atteindre cet objectif, il y a lieu de modifier l'arrêté du 17 juillet 2003 déterminant les conditions sectorielles relatives aux chantiers d'enlèvement et de décontamination de bâtiments ou d'ouvrages d'art contenant de l'amiante et aux chantiers d'encapsulation de l'amiante, afin que cet arrêté constitue en outre les conditions intégrales des chantiers rangés en classe 3 pour les raisons indiquées ci-dessus ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Environnement ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences, des installations et activités classées ou des installations ou des activités présentant un risque pour le sol*

Article 1^{er}. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences, des installations et activités classées ou des installations ou des activités présentant un risque pour le sol, il est inséré un nouvel article 3quinquies rédigé comme suit :

"Art. 3quinquies. Durant une période de deux ans à dater de la publication au *Moniteur belge* de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 février 2022 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences, des installations et activités classées ou des installations ou des activités présentant un risque pour le sol et l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions sectorielles relatives aux chantiers d'enlèvement et de décontamination de bâtiments ou d'ouvrages d'art contenant de l'amiante et aux chantiers d'encapsulation de l'amiante, sont rangés en classe 3 les chantiers d'enlèvement, de décontamination ou d'encapsulation d'amiante visés à la rubrique 26.65.03.04.02 et qui répondent aux conditions suivantes :

1° ils sont situés dans une des communes visées soit par l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2021 reconnaissant comme calamité naturelle publique les inondations survenues du 14 juillet au 16 juillet 2021 et délimitant son étendue géographique, telle qu'étendue par l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2021, soit par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2021 reconnaissant comme calamité naturelle publique les inondations du 24 juillet 2021 et délimitant son étendue géographique ;

2° ils disposent d'une attestation du Bourgmestre, ou de son délégué, de la commune d'exploitation du chantier certifiant que celui-ci est rendu nécessaire par les inondations visées au 1°. ».

CHAPITRE 2. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions sectorielles relatives aux chantiers d'enlèvement et de décontamination de bâtiments ou d'ouvrages d'art contenant de l'amiante et aux chantiers d'encapsulation de l'amiante*

Art. 2. L'intitulé de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions sectorielles relatives aux chantiers d'enlèvement et de décontamination de bâtiments ou d'ouvrages d'art contenant de l'amiante et aux chantiers d'encapsulation de l'amiante est remplacé par ce qui suit :

« Arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions sectorielles relatives aux chantiers d'enlèvement et de décontamination de bâtiments ou d'ouvrages d'art contenant de l'amiante et aux chantiers d'encapsulation de l'amiante et les conditions intégrales relatives à certains chantiers d'enlèvement et de décontamination de bâtiments ou d'ouvrages d'art contenant de l'amiante et aux chantiers d'encapsulation de l'amiante. »

Art. 3. L'article 2 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 2. Les présentes conditions s'appliquent aux chantiers d'enlèvement, de décontamination ou d'encapsulation d'amiante, de bâtiments ou d'ouvrages d'art contenant de l'amiante y compris les installations annexes, visés par l'article 3quinquies et par la rubrique 26.65.03.04.02 de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences, des installations et activités classées ou des installations ou des activités présentant un risque pour le sol. ».

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 5. La Ministre de l'Environnement est chargée de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 3 février 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2022/20285]

3. FEBRUAR 2022 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten oder der Anlagen oder Tätigkeiten, die eine Gefahr für den Boden aufweisen, und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Baustellen zur Entfernung von Asbest und Dekontaminierung von asbesthaltigen Gebäuden und Kunstbauwerken oder zur Einkapselung von Asbest

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, Artikel 3, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 22. November 2007, und Artikel 4, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 4. Oktober 2018;

Aufgrund des Dekrets vom 23. September 2021 zur Einführung einer besonderen Entschädigungsregelung für bestimmte Schäden, die durch die Überschwemmungen und schweren Regenfälle vom 14. bis 16. Juli 2021 und vom 24. Juli 2021 verursacht und als allgemeine Naturkatastrophe anerkannt wurden;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsstudie zu unterziehenden Projekte, der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten oder der Anlagen oder Tätigkeiten, die eine Gefahr für den Boden aufweisen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Baustellen zur Entfernung von Asbest und Dekontaminierung von asbesthaltigen Gebäuden und Kunstbauwerken oder zur Einkapselung von Asbest;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Juli 2021 zur Anerkennung der Überschwemmungen vom 14. bis 16. Juli 2021 als allgemeine Naturkatastrophe und zur Abgrenzung ihrer geographischen Ausdehnung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Ausdehnung des geografischen Gebiets der allgemeinen Naturkatastrophe im Zusammenhang mit den Überschwemmungen vom 14 bis 16 Juli 2021;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. September 2021 zur Anerkennung der Überschwemmungen vom 24. Juli 2021 als allgemeine Naturkatastrophe und zur Abgrenzung ihrer geographischen Ausdehnung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Oktober 2021 zur Ausführung des Dekrets vom 23. September 2021 zur Einführung einer besonderen Entschädigungsregelung für bestimmte Schäden, die durch die Überschwemmungen und schweren Regenfälle vom 14. bis 16. Juli 2021 und vom 24. Juli 2021 verursacht und als allgemeine Naturkatastrophe anerkannt wurden;

Aufgrund des Berichts vom 14. Januar 2022, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund des am 25. November 2021 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat beim Staatsrat eingereichten Antrags auf Begutachtung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund des Artikels 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass aufgrund der Überschwemmungen, die sich im Juli 2021 in der Wallonischen Region ereignet haben, in den betroffenen Gemeinden zahlreiche Asbestsanierungen von Gebäuden oder Kunstbauten aus Gründen der öffentlichen Gesundheit durchgeführt werden müssen;

In der Erwägung, dass nach dem derzeitigen Stand der Vorschriften ein erheblicher Teil dieser Baustellen der Klasse 2 angehört und daher in Anwendung der Rubrik 26.65.03.04.02 des Anhangs I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsstudie zu unterziehenden Projekte, der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten oder der Anlagen oder Tätigkeiten, die eine Gefahr für den Boden aufweisen, einer Umweltgenehmigung bedarf;

In der Erwägung, dass es angesichts der Dringlichkeit der Asbestsanierung notwendig ist, vorübergehend für einen Zeitraum von zwei Jahren ab der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* zuzulassen, dass die Genehmigung für die Durchführung der erforderlichen Asbestsanierungsarbeiten nach einem flexiblen und schnellen Verfahren erteilt wird; um dieses Ziel zu erreichen, muss der oben genannte Erlass vom 4. Juli 2002 dahingehend geändert werden, dass die betreffenden Arbeiten in Klasse 3 eingestuft werden, um einer Erklärung zu bedürfen;

In Erwägung, dass der Anwendungsbereich dieser Änderung strikt auf Baustellen beschränkt ist, die die beiden folgenden Bedingungen erfüllen:

1° sich in einer Gemeinde befinden, auf die sich entweder der Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Juli 2021 zur Anerkennung der Überschwemmungen vom 14. bis 16. Juli 2021 als allgemeine Naturkatastrophe und zur Abgrenzung ihrer geographischen Ausdehnung, wie durch Artikel 2 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 26. August 2021 ausgedehnt, bezieht, oder der Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. September 2021 zur Anerkennung der Überschwemmungen vom 24. Juli 2021 als allgemeine Naturkatastrophe und zur Abgrenzung ihrer räumlichen Ausdehnung;

2° über eine schriftliche Erklärung des Bürgermeisters oder seines Vertreters der Gemeinde verfügen, die bescheinigt, dass die Baustelle zur Asbestentsorgung durch die in Ziffer 1 erwähnten Überschwemmungen notwendig geworden ist.

In Erwägung, dass die Einhaltung des Stillhalteprinzips voraussetzt, dass die oben beschriebene vorübergehende Änderung nicht zu einer Zunahme der Gefahren und Belästigungen für die Umwelt führen darf; dass es daher zwingend erforderlich ist, dass Baustellen, die während eines Zeitraums von zwei Jahren ab der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* anstelle einer Umweltgenehmigung einer Erklärung bedürfen, von den gleichen verordnungsrechtlichen Bedingungen wie Baustellen der Klasse 2 begleitet werden; dass zur Erreichung dieses Ziels der Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Baustellen zur Entfernung von Asbest und Dekontaminierung von asbesthaltigen Gebäuden und Kunstbauwerken oder zur Einkapselung von Asbest geändert werden muss, damit dieser Erlass außerdem die integralen Bedingungen für Baustellen darstellt, die aus den oben genannten Gründen in Klasse 3 eingestuft werden;

Auf Vorschlag der Ministerin für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL 1 — *Änderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsstudie zu unterziehenden Projekte, der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten oder der Anlagen oder Tätigkeiten, die eine Gefahr für den Boden aufweisen*

Artikel 1 - In den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsstudie zu unterziehenden Projekte, der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten oder der Anlagen oder Tätigkeiten, die eine Gefahr für den Boden aufweisen, wird ein neuer Artikel *3quinquies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. *3quinquies* - Während eines Zeitraums von zwei Jahren ab dem Datum der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Februar 2022 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten oder der Anlagen oder Tätigkeiten, die eine Gefahr für den Boden aufweisen, und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Baustellen zur Entfernung von Asbest und Dekontaminierung von asbesthaltigen Gebäuden und Kunstbauwerken oder zur Einkapselung von Asbest werden die unter 26.65.03.04.02 aufgeführten Baustellen zur Entfernung, Dekontaminierung oder Einkapselung von Asbest, die die folgenden Bedingungen erfüllen, in Klasse 3 eingestuft:

1° sie befinden sich in einer der Gemeinden, auf die sich entweder der Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Juli 2021 zur Anerkennung der Überschwemmungen vom 14. bis 16. Juli 2021 als allgemeine Naturkatastrophe und zur Abgrenzung ihrer geographischen Ausdehnung, wie durch Artikel 2 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 26. August 2021 ausgedehnt, bezieht, oder der Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. September 2021 zur Anerkennung der Überschwemmungen vom 24. Juli 2021 als allgemeine Naturkatastrophe und zur Abgrenzung ihrer räumlichen Ausdehnung;

2° sie verfügen über eine schriftliche Erklärung des Bürgermeisters oder seines Vertreters der Gemeinde verfügen, die bescheinigt, dass die Baustelle zur Asbestentsorgung durch die in Ziffer 1 erwähnten Überschwemmungen notwendig geworden ist.“

KAPITEL 2 — *Änderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Baustellen zur Entfernung und Dekontaminierung von asbesthaltigen Gebäuden und Kunstbauwerken oder zur Einkapselung von Asbest*

Art. 2 - Der Titel des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Baustellen zur Entfernung von Asbest und Dekontaminierung von asbesthaltigen Gebäuden und Kunstbauwerken oder zur Einkapselung von Asbest wird durch folgenden Titel ersetzt:

„Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Baustellen zur Entfernung von Asbest und Dekontaminierung von asbesthaltigen Gebäuden und Kunstbauwerken oder zur Einkapselung von Asbest und zur Bestimmung der integralen Bedingungen für bestimmte Baustellen zur Entfernung von Asbest und Dekontaminierung von asbesthaltigen Gebäuden und Kunstbauwerken oder zur Einkapselung von Asbest.“

Art. 3 - Artikel 2 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

„Art. 2 - Die vorliegenden Bedingungen sind auf die Baustellen zur Entfernung, Dekontaminierung oder Einkapselung von Asbest, asbesthaltigen Gebäuden oder Kunstbauwerken, einschließlich der Nebenanlagen im Sinne des Artikels 3 quinquies und der Rubrik 26.65.03.04.01 des Anhangs I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten, anwendbar. ».

Art. 4 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 5 - Die Ministerin für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 3. Februar 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz
C. TELLIER

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2022/20285]

3 FEBRUARI 2022. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten, van de ingedeelde installaties en activiteiten of van de installaties of activiteiten die een risico voor de bodem vormen en van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 houdende sectorale voorwaarden i.v.m. de werven voor de verwijdering van asbest in gebouwen en kunstwerken en op de werven voor de isolatie van asbest

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op artikel 3, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 22 november 2007, en artikel 4, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 4 oktober 2018;

Gelet op het decreet van 23 september 2021 tot instelling van een bijzondere vergoedingsregeling voor bepaalde schade ten gevolge van de overstromingen en de zware regenval die zich van 14 tot en met 16 juli 2021 en op 24 juli 2021 hebben voorgedaan en die als openbare natuurramp zijn erkend;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten, van de ingedeelde installaties en activiteiten of van de installaties of activiteiten die een risico voor de bodem vormen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 houdende sectorale voorwaarden i.v.m. de werven voor de verwijdering van asbest in gebouwen en kunstwerken en op de werven voor de isolatie van asbest;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 28 juli 2021 waarbij de overstromingen van 14 tot 16 juli 2021 als een algemene natuurramp worden beschouwd en waarbij de geografische uitgestrektheid van deze ramp afgebakend wordt;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 augustus 2021 waarbij het geografische gebied van de algemene ramp met betrekking tot de overstromingen van 14 tot 16 juli 2021 uitgebreid wordt;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 september 2021 waarbij de overstromingen van 24 juli 2021 als een algemene ramp worden beschouwd en waarbij de geografische uitgestrektheid van deze ramp afgebakend wordt;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 oktober 2021 tot uitvoering van het decreet van 23 september 2021 tot instelling van een bijzondere vergoedingsregeling voor bepaalde schade ten gevolge van de overstromingen en de zware regenval die zich van 14 tot en met 16 juli 2021 en op 24 juli 2021 hebben voorgedaan en die als openbare natuurramp zijn erkend;

Gelet op het rapport van 14 januari 2022 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 25 november 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de overstromingen die zich in juli 2021 in het Waalse Gewest hebben voorgedaan, moeten in de getroffen gemeenten om volksgezondheidsredenen veel werven voor verwijdering van asbest voor gebouwen of bouwwerken worden uitgevoerd;

Overwegende dat volgens de huidige stand van de regelgeving een aanzienlijk deel van deze werven tot klasse 2 behoort en dus een milieuvergunning behoeft in toepassing van rubriek 26.65.03.04.02 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten, van de ingedeelde installaties en activiteiten of van de installaties of activiteiten die een risico voor de bodem vormen;

Overwegende dat het, gelet op de spoedeisendheid van de asbestverwijderingswerkzaamheden, noodzakelijk is om tijdelijk, voor een periode van 2 jaar vanaf de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*, toe te staan dat de vergunning voor de uitvoering van de noodzakelijke werven voor de verwijdering van asbest wordt afgegeven na afloop van een soepele en snelle procedure; dat het, om dit doel te bereiken, noodzakelijk is bovengenoemd besluit van 4 juli 2002 in die zin te wijzigen dat de betrokken werven worden ingedeeld in klasse 3, zodat zij aan een aangifte kunnen worden onderworpen;

Overwegende dat het toepassingsgebied van deze wijziging strikt beperkt is tot werven die aan de volgende twee voorwaarden voldoen:

1° gelegen zijn in een gemeente die valt onder hetzij het besluit van de Waalse Regering van 28 juli 2021 waarbij de overstromingen van 14 tot 16 juli 2021 als een algemene natuurramp worden beschouwd en waarbij de geografische uitgestrektheid van deze ramp afgebakend wordt, zoals uitgebreid bij artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 26 augustus 2021, hetzij het besluit van de Waalse Regering van 23 september 2021 waarbij de overstromingen van 24 juli 2021 als een algemene ramp worden beschouwd en waarbij de geografische uitgestrektheid van deze ramp afgebakend wordt;

2° beschikken over een attest van de burgemeester of zijn afgevaardigde van de gemeente waar de werf zal worden geëxploiteerd, waaruit blijkt dat bedoelde werf noodzakelijk is geworden door de in 1° bedoelde overstromingen;

Overwegende dat de eerbiediging van het standstill-beginsel impliceert dat de hierboven beschreven tijdelijke wijziging niet kan leiden tot een toename van de gevaren en hinder voor het milieu; dat het bijgevolg noodzakelijk is dat de werven die gedurende een periode van 2 jaar vanaf de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*, het voorwerp zullen uitmaken van een aangifte in plaats van een milieuvergunning, aan dezelfde reglementaire voorwaarden worden onderworpen als de werven van klasse 2; dat, om dit doel te bereiken, het besluit van 17 juli 2003 houdende sectorale voorwaarden i.v.m. de werven voor de verwijdering van asbest in gebouwen en kunstwerken en op de werven voor de isolatie van asbest moet worden gewijzigd, zodat dit besluit om de hierboven genoemde redenen ook de integrale voorwaarden vormt van de in klasse 3 ingedeelde werven;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;
Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten, van de ingedeelde installaties en activiteiten of van de installaties of activiteiten die een risico voor de bodem vormen*

Artikel 1. In het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten, van de ingedeelde installaties en activiteiten of van de installaties of activiteiten die een risico voor de bodem vormen, wordt een nieuw artikel *3quinquies* ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. *3quinquies*. Tijdens een periode van twee jaar na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het besluit van de Waalse Regering van 3 februari 2022 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten, van de ingedeelde installaties en activiteiten of van de installaties of activiteiten die een risico voor de bodem vormen en van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 houdende sectorale voorwaarden i.v.m. de werven voor de verwijdering van asbest in gebouwen en kunstwerken en op de werven voor de isolatie van asbest, worden de in rubriek 26.65.03.04.02 bedoelde werven voor de verwijdering van asbest of voor de isolatie van asbest die aan de volgende voorwaarden voldoen, ingedeeld in klasse 3:

1° ze zijn gelegen in een van de gemeenten die valt onder hetzij het besluit van de Waalse Regering van 28 juli 2021 waarbij de overstromingen van 14 tot 16 juli 2021 als een algemene natuurramp worden beschouwd en waarbij de geografische uitgestrektheid van deze ramp afgebakend wordt, zoals uitgebreid bij artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 26 augustus 2021, hetzij het besluit van de Waalse Regering van 23 september 2021 waarbij de overstromingen van 24 juli 2021 als een algemene ramp worden beschouwd en waarbij de geografische uitgestrektheid van deze ramp afgebakend wordt;

2° ze beschikken over een attest van de burgemeester of zijn afgevaardigde van de gemeente waar de werf zal worden geëxploiteerd, waaruit blijkt dat bedoelde werf noodzakelijk is geworden door de in 1° bedoelde overstromingen."

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 houdende sectorale voorwaarden i.v.m. de werven voor de verwijdering van asbest in gebouwen en kunstwerken en op de werven voor de isolatie van asbest*

Art. 2. Het opschrift van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 houdende sectorale voorwaarden i.v.m. de werven voor de verwijdering van asbest in gebouwen en kunstwerken en op de werven voor de isolatie van asbest wordt vervangen als volgt:

"Besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 houdende sectorale voorwaarden i.v.m. de werven voor de verwijdering van asbest in gebouwen en kunstwerken en op de werven voor de isolatie van asbest en houdende integrale voorwaarden i.v.m. bepaalde werven voor de verwijdering van asbest in gebouwen en kunstwerken en op de werven voor de isolatie van asbest."

Art. 3. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Art. 2. Deze sectorale voorwaarden zijn van toepassing op de werven voor de verwijdering of de isolatie van asbest, en op de asbesthoudende gebouwen of kunstwerken met inbegrip van de bijbehorende installaties, bedoeld in artikel *3quinquies* en in rubriek 26.65.03.04.02 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten, van de ingedeelde installaties en activiteiten of van de installaties of activiteiten die een risico voor de bodem vormen."

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 5. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 februari 2022.

Voor de Regering :

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2022/30800]

3 FEVRIER 2022. — **Arrêté du Gouvernement wallon prolongeant, jusqu'au 31 mars 2022, les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 juin 2020 portant des dispositions diverses en matière de fonction publique dans le contexte de la reprise des activités suite à la pandémie de COVID-19**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014 ;

Vu l'arrêté royal du 28 octobre 2021 portant la déclaration de la situation d'urgence épidémique concernant la pandémie de coronavirus COVID-19 ;

Vu l'arrêté royal du 28 octobre 2021 portant les mesures de police administrative nécessaires en vue de prévenir ou de limiter les conséquences pour la santé publique de la situation d'urgence épidémique déclarée concernant la pandémie de coronavirus COVID-19, modifié par les arrêtés royaux des 19 novembre 2021, 27 novembre 2021 et 4 décembre 2021 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, articles 361 et suivants, tels que modifiés ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, tel que modifié, article 9 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2019 relatif au télétravail ;